

communiste a perdu sa légitimité et n'a plus le monopole, mais il dirige encore en grande partie le système. La fédération soviétique n'est pas acceptée telle qu'elle est; les propositions de réforme avancées par M. Gorbatchev cette semaine sont d'une grande portée et semblent inspirées, mais il n'est pas certain que les Républiques constituantes soient en mesure de les accepter. L'économie dirigée est en déroute et on a déclaré les marchés libres. Mais les marchés libres n'existent pas encore. C'est une économie à la recherche de théories économiques et de définitions des attributions. Qui possède quoi? Qui décide? L'économie, par ailleurs, est largement intégrée et repose sur le transfert de fonctions à diverses Républiques, parfois à l'encontre des impératifs économiques. Il sera extrêmement difficile de restructurer une économie qui n'est pas naturelle et est étroitement soudée ensemble.

Face à ces problèmes, il pourrait être tentant pour certains de faire marche arrière, de rétablir l'autorité et de revenir aux anciennes façons de faire. Mais c'est une démarche vouée à l'échec. Le système ne fonctionnera pas. Le système n'a pas marché et c'est pour cette raison qu'on le change. Mais il y a plus. La population - malgré les privations ou la discorde - a goûté à la liberté. Et on ne peut la lui enlever.

M. Gorbatchev s'est engagé à faire une réforme. Le problème n'est pas la réforme en elle-même. C'est plutôt le rythme à adopter et la période de transition à franchir. Cette transition ne sera jamais facile. Mais l'adoption à contre-cœur de demi-mesures ne fera qu'affaiblir un système sans en instaurer un nouveau. L'Union soviétique essaie de se déplacer le plus rapidement possible sur deux voies, dictées l'une par la réalité politique, l'autre par la nécessité économique. Il faut, tout d'abord, que les institutions soviétiques en viennent à refléter la société de ce nouveau pays. Il faut répondre aux aspirations légitimes de la population en faisant des compromis, ne serait-ce que parce que ces aspirations ne peuvent être ignorées. Il faut ensuite mettre en place un système économique doté de règles et d'avantages essentiels au bon fonctionnement d'un libre marché.

Ce n'est pas nous, de l'Ouest, qui allons réussir pour l'Union soviétique. La réussite sera le fruit des attitudes qui prévaudront là-bas et des gestes qui y seront posés. Ce ne sera pas le résultat de nos attitudes et de nos gestes, ici. Mais nous pouvons prêter assistance lorsque nous avons les mêmes intérêts ou presque. Et nous pouvons continuer de défendre fermement la réforme -- la réforme éclairée, la réforme qui réussit.

Lors de sa visite en Union soviétique en novembre dernier, le Premier ministre a amorcé une nouvelle phase des relations entre nos deux pays. Ma visite, la semaine dernière, a permis de faire progresser ces relations à plusieurs niveaux.